



## **Plaidoyer pour une approche systémique**

### **Les Etats, Partie 1 « Déconstruction »**

Pour Hobbes (philosophe Anglais, 16<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècle), il faut maximiser la quantité de bien être dans la société. Une restriction de liberté est acceptable si elle accroît le bien être global. En Europe nous avons deux types de vision morales : républicaine d'une part (France Allemagne) utilitariste d'autre part (UK). Cette vision morale et culturelle conditionne le comportement du législateur.

L'état a la possibilité de priver de liberté. En démocratie, cette possibilité est le résultat de la tyrannie de la majorité sur la minorité. On a vu précédemment que les réglementations successives sont rarement remises en cause. Y compris en changeant de majorité. Lorsque la démocratie change de camp les lois de la majorité précédente sont bricolées sans les refondre totalement afin de préserver la paix sociale. On voit ça en France depuis plusieurs dizaines d'années.

On empile des couches de réglementations rendant le détricotage encore plus difficile.

La réglementation produit des déterminismes ou les cycles se répètent puisqu'on ne se donne pas le choix de changer radicalement.

Poser des limites sous forme de règles et de contraintes suppose :

- 1) Que l'on se concentre sur le fait de respecter la règle,
- 2) Qu'il y aura toujours quelqu'un pour ne pas la respecter,
- 3) Que l'on n'analyse pas les conséquences des actes commis par ceux qui les transgressent dans la mesure où on ne regarde que la sanction.

Bref, on n'en analyse pas la pertinence !

Pour illustrer ceci, la manipulation génétique des embryons humains pour la recherche est autorisée en chine et l'a été récemment en UK. En France non. Et les OGM... ?

Si on réglemente dans notre pays pour une cause doctrinaire, qu'en est-il en dehors de nos frontières ? Pour quelle utilité ? Pour quels effets chez nous ? Est-ce productif, contreproductif ? Qui aura raison in fine ? Nous ? Ou les autres pays ? A quoi sert-il de réglementer chez nous si d'autres font le contraire ? De quelle capacité d'influence disposons nous ? La contrainte est-elle la bonne solution ?

Le temps politique est très long. Temps de la délibération, de la rédaction, de la mise en application. Les états sont déjà en déclin face à la très grande réactivité technologique et économique. Là où la technologie peut bouleverser le monde économique, les comportements sociétaux, les états mettent énormément de temps à réagir, et le font nécessairement de façon inappropriée puisqu'ils courent après le réel. Ubérisation signifie la construction de modèles économiques et sociétaux efficaces, et s'affranchissant des règles.



La réponse des états est tardive, sous pression des lobbys des modèles classiques, en apportant une réponse clientéliste. Comme le dit Luc Ferry nous sommes face à des légitimités qui s'opposent entre acteurs de l'ancien modèle et du nouveau. Il n'y a pas de bons ou de mauvais, des méchants ou des gentils, mais des légitimités qui s'opposent. Lorsque la réglementation favorise l'un, elle « provoque » l'autre qui naturellement n'en restera pas là ! Il faut donc apporter une réponse globale, réactive, flexible et être capable de changer rapidement ses choix (y compris radicalement) dans la mesure où ils peuvent avoir des conséquences lourdes.

En poursuivant ainsi, ce déclassé des états pourrait s'intensifier. De là à ce qu'ils soient remis en cause ? Nous sommes en 2019, ça nous paraît inconcevable. Qu'en sera-t-il en 2119 ? Ce qui peut nous paraître grave aujourd'hui peut ne pas l'être demain.

Posons-nous la question : et si les états disparaissaient ? Oserais-je dire que ce n'est peut-être pas si grave vu leur efficacité actuelle à envoyer le peuple dans la rue et provoquer un peu partout des votes populistes aux conséquences non comprises... Il est temps de s'interroger sur le fond. Les états ne sont jamais que la continuité de l'histoire des monarchies ayant contrôlé des zones géographiques et leur population par la force. Puis se sont construits autour d'un socle culturel démocratique pour beaucoup (pas tous), donnant ainsi au peuple un sentiment d'appartenance. Du reste, ce dernier est de moins en moins respecté et de plus en plus controversé pour de multiples raisons que je ne déclinerai pas ici ceci n'étant pas le sujet. Mais cette vision, ces mythes, auront-ils un sens dans un siècle, quand la globalisation, la rapidité des échanges, sur fond technologique, produisant et diffusant de l'information à la vitesse de la lumière, permettront d'avoir la même offre plus efficace, moins chère (peut être gratuite, avec des contreparties non financières) et venant de l'autre côté de la planète (offre de financement de la santé par exemple, médicales etc.) ?

Si les règles sont longues à mettre en place et inadaptées de façon récurrentes que va-t-il se passer ? Les mondes techno-scientifiques et économiques vont prendre le pouvoir de façon non maîtrisée. On y est déjà. Voyez la puissance des GAFA et BATX ! Quel est la force des états face aux géants du numérique ? Mis à part quelques coups de boutoir sans vision globale ; avec un manque évident de cohérence ? Un peu comme une équipe de rugby dont les joueurs agiraient en fonction des cris dans les tribunes. Qu'en serait le résultat ?

Chaque réglementation donne un sentiment de contrainte, de lourdeur, bref de privation de liberté. C'est très significatif en France. Or on pourrait au contraire libérer et conduire à l'autonomie, générer de l'interdépendance plutôt que de soumettre le peuple à la dépendance. Provoquer des bifurcations sociétales (et non des révolutions) pour sortir de notre déterminisme structurel.

Comment construire des états flexibles dans une approche systémique ? Je vais l'aborder dans la seconde partie.

Luc Marta de Andrade